

AVIS D'APPEL D'OFFRES

000005

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°...../AONO/MINTSS/CIPM/2026

du 2 OCT 2026

pour la production d'un rapport de la revue de sécurité sociale au Cameroun.

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30), qui fixe notamment comme objectif l'extension de la couverture de la protection sociale à 50 % de la population active, le système camerounais de sécurité sociale est confronté à plusieurs défis majeurs. Ceux-ci concernent notamment la faible couverture des travailleurs du secteur informel, les contraintes liées à la soutenabilité financière des régimes, le renforcement de la gouvernance institutionnelle, ainsi que la nécessité d'assurer la conformité du système aux normes et standards internationaux, en particulier aux exigences de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES).

Dans cette perspective, il apparaît indispensable de disposer d'une évaluation globale, objective et prospective du système national de sécurité sociale afin d'identifier les réformes prioritaires susceptibles d'améliorer sa performance, sa résilience et son efficacité.

À cet effet, le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale lance un Appel d'Offres National Ouvert en vue du recrutement d'un cabinet chargé de réaliser la revue du système de sécurité sociale au Cameroun.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations comprennent notamment l'évaluation globale du système de sécurité sociale en vue d'améliorer sa performance, sa gouvernance, sa couverture, et sa viabilité financière et en particulier en direction du secteur informel.

Les prestations objet du présent marché portent sur la réalisation d'une revue approfondie du système camerounais de sécurité sociale en vue d'apprécier **son niveau de performance, son efficacité, sa gouvernance, sa soutenabilité financière, son degré de modernisation** ainsi que sa **capacité à répondre aux besoins de protection sociale des populations**, notamment celles évoluant dans le secteur informel.

Cette revue devra permettre d'établir un diagnostic exhaustif du système actuel, d'identifier les principales contraintes qui limitent son développement et sa performance, d'évaluer son niveau de conformité aux normes et standards internationaux, notamment ceux de la Conférence Interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES), et de formuler des propositions de réformes susceptibles de renforcer sa résilience, d'améliorer sa gouvernance et d'étendre durablement la couverture sociale.

À ce titre, le Consultant sera notamment chargé de :

- Analyser le cadre juridique, réglementaire et institutionnel régissant la sécurité sociale au Cameroun, en appréciant sa cohérence, sa pertinence et son adéquation avec les évolutions économiques, sociales et démographiques du pays ;
- Evaluer la gouvernance institutionnelle du système, notamment les mécanismes de pilotage, de coordination, de contrôle, de gestion des risques et de redevabilité ;
- Apprécier la soutenabilité financière et actuarielle des différents régimes de sécurité sociale, en analysant leurs perspectives à moyen et long terme ;

- Analyser le niveau effectif de couverture sociale des différentes catégories de populations, avec un accent particulier sur les travailleurs du secteur informel, les travailleurs indépendants et les autres groupes insuffisamment couverts;
- Evaluer la qualité, l'accessibilité, l'efficacité et la célérité des prestations et services offerts aux assurés sociaux ;
- Identifier les insuffisances, contraintes, risques et dysfonctionnements susceptibles de compromettre la performance et la pérennité du système ;
- Analyser les complémentarités, les chevauchements et les interactions entre les différents mécanismes de protection sociale, notamment la sécurité sociale, les assurances volontaires, les mutuelles sociales, les régimes complémentaires et les autres dispositifs nationaux de protection sociale ;
- Evaluer le niveau de digitalisation, de modernisation et d'interopérabilité des systèmes d'information et des processus de gestion de la sécurité sociale ;
- Proposer des orientations stratégiques, institutionnelles, juridiques, techniques, financières et opérationnelles en vue de la modernisation du système, de l'amélioration de sa gouvernance, du renforcement de sa viabilité financière et de l'extension de la couverture sociale ;
- Elaborer une feuille de route assortie d'un plan d'actions hiérarchisé, précisant les réformes prioritaires, les modalités de mise en œuvre, les responsabilités institutionnelles, les échéances indicatives ainsi que les principaux indicateurs de suivi-évaluation ;
- Produire un rapport final consolidé intégrant l'ensemble des analyses, conclusions, recommandations et propositions de réformes formulées dans le cadre de l'étude.

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Le présent marché est constitué d'une prestation unique et indivisible. En conséquence, les prestations objet du présent Appel d'Offres ne font pas l'objet d'un allotissement et seront exécutées dans le cadre d'un marché unique.

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel des prestations, établi à l'issue des études préalables, est fixé à **17 000 000 (dix-sept millions) Francs CFA**, toutes taxes comprises (TTC).

5. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION

Le délai maximum d'exécution des prestations, fixé par le **Maître d'Ouvrage** pour la réalisation de la **revue du système de sécurité sociale au Cameroun**, objet du présent Appel d'Offres, est de **soixante (60) jours calendaires**. Ce délai constitue le délai contractuel imparti au **Prestataire** pour l'exécution de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre de la mission, conformément aux prescriptions du présent Dossier d'Appel d'Offres et à son offre technique et financière. Le délai d'exécution court à compter de la date de notification de l'**Ordre de Service** prescrivant le **démarrage des prestations**.

Le Prestataire est tenu de respecter ce délai et d'organiser ses interventions de manière à assurer l'achèvement et la remise de l'ensemble des livrables requis dans le délai contractuel de **soixante (60) jours calendaires**.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte, à égalité de conditions, aux cabinets d'études, bureaux d'études et autres structures de conseil régulièrement installés au Cameroun, justifiant d'une expérience avérée dans les domaines de la sécurité sociale, de la protection sociale, des politiques publiques, des études institutionnelles, des études actuarielles ou de toute autre discipline pertinente en rapport avec l'objet du marché.

Les soumissionnaires devront satisfaire aux conditions de qualification technique, professionnelle, administrative et financière prévues par le présent Dossier d'Appel d'Offres.

7. FINANCEMENT

Les prestations objet du présent appel d'offres sont financées par le budget de fonctionnement du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale de l'exercice 2026, sur la ligne d'imputation budgétaire N°60 40 420 0 3200002 10 70 361309.

8. MODE DE SOUMISSION

La soumission des offres dans le cadre du présent Appel d'Offres s'effectue **exclusivement par voie électronique**, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur relatives à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics. Les modalités pratiques de préparation, de transmission, de dépôt et de recevabilité des offres électroniques sont précisées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire est tenu de joindre à son offre une caution de soumission, incluse dans les pièces administratives, d'un montant de **340 000 (trois cent quarante mille) francs CFA**.

Cette caution est établie par une banque de premier ordre ou tout autre organisme financier agréé par le Ministre des Finances et habilité à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics. La liste des établissements habilités figure à la pièce n° 14 du présent Dossier d'Appel d'Offres.

La caution de soumission demeure valable pendant **trente (30) jours calendaires** au-delà de la durée de validité des offres.

10. CONSULTATION ET ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté gratuitement, dès publication du présent Avis, sur la plateforme **COLEPS**, aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP) (www.armp.cm), ou, aux heures ouvrables, auprès du Service des Marchés Publics du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MINTSS), sis à la **porte n° III**, téléphone : **222 23 05 60**.

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être acquis auprès du Service des Marchés Publics du MINTSS, contre présentation d'une quittance de versement au Trésor public d'une somme non remboursable de **50 000 (cinquante mille) francs CFA**, représentant les frais d'acquisition du dossier.

Une copie de la quittance de paiement devra être déposée auprès du Service des Marchés Publics du MINTSS lors du retrait du Dossier d'Appel d'Offres ou, le cas échéant, conformément aux modalités prévues pour les procédures dématérialisées sur la plateforme **COLEPS**.

11. REMISE DES OFFRES

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais, est transmise exclusivement par voie électronique via la plateforme **COLEPS**, conformément aux modalités prévues dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO).

Les offres devront être déposées au plus tard le **03 NOV 2026** à **13 heures précises (heure locale)**. Aucun dépôt intervenu après cette date et cette heure ne sera recevable.

L'offre électronique devra porter la mention suivante :

« Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence n° **00005**/ADND/MINTSS/CIPM/2026
du **02 OCT 2026** pour la production d'un rapport de la revue de sécurité sociale au Cameroun.

12. RECEVABILITE DES PLIS

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif exigées doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou toute autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAD).

Ces pièces doivent être datées de moins de **trois (03) mois** à la date limite de dépôt des offres, ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre ne comportant pas l'ensemble des pièces requises, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, sera déclarée irrecevable.

En particulier, l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou tout autre organisme financier agréé par le Ministre des Finances entraîne le rejet pur et simple de l'offre concernée.

13. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des plis contenant les pièces administratives, les offres techniques et les offres financières aura lieu le **29 NOV 2026** à 14 heures précises, par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale, dans la **salle de conférences dudit Ministère, porte n° 117**.

Cette séance d'ouverture est publique. Les soumissionnaires ou leurs représentants dûment mandatés peuvent y assister.

Conformément à la réglementation en vigueur, la Commission se réserve le droit de solliciter, le cas échéant, toute pièce complémentaire ou régularisation des documents administratifs dans un **délai de quarante-huit (48) heures**. À l'expiration de ce délai, toute offre non conforme ou incomplète est **déclarée irrecevable**.

14. CRITERES D'EVALUATION

14.1 Critères éliminatoires

Seront déclarées irrecevables et éliminées, sans évaluation technique ni financière, les offres présentant l'un ou plusieurs des manquements ci-après :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission à l'ouverture des plis ;
- Non-production, dans un délai de quarante-huit (48) heures après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente, à l'exception de la caution de soumission ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou production de pièces falsifiées ;
- Note technique inférieure au seuil de **70 points sur 100** ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur de non-abandon de marchés au cours des trois (03) dernières années ;
- Non-respect du format exigé pour les fichiers de soumission dans le cadre des offres électroniques ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Absence de l'un des éléments constitutifs de l'offre financière (lettre de soumission, Bordereau des Prix Unitaires, Détail Quantitatif et Estimatif) ;
- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales dûment datée et signée.

14.2 Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur la base des critères essentiels suivants :

- Présentation générale de l'offre (lisibilité, organisation, reliure, séparation des pièces par intercalaires de couleur distincte du blanc, respect de l'ordre d'assemblage) ;
- La capacité financière **minimale requise** est donc de **5 100 000 (cinq millions cent mille) Francs CFA**.
- Références du soumissionnaire dans les prestations similaires : réalisation d'au moins un (01) marché comparable, justifié par la première et la dernière page du contrat ainsi que par une attestation de bonne exécution ou un procès-verbal de réception provisoire ou définitive ;
- Respect du délai d'exécution fixé à **soixante (60) jours calendaires**, incluant les phases de cadrage, diagnostic, consolidation et finalisation ;
- Qualification, expérience et compétence des experts proposés ;
- Disponibilité du matériel et des moyens techniques nécessaires à la réalisation de la mission ;
- Acceptation des conditions du marché, matérialisée par la signature, la date, le paraphe de chaque page du CCAP et des spécifications techniques, avec la mention « Lu et approuvé ».

15. ATTRIBUTION

La Lettre-commande sera attribuée au soumissionnaire ayant présenté l'offre jugée conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, remplissant les capacités techniques et financières requises pour exécuter les prestations de manière satisfaisante, et dont l'offre aura été évaluée **la moins-disante**, après prise en compte, le cas échéant, des rabais proposés.

L'Autorité Contractante se réserve le droit de ne pas attribuer la Lettre-commande si aucune offre ne satisfait pleinement aux critères de qualification, ou si les offres reçues sont jugées non conformes, inacceptables ou manifestement excessives au regard de l'enveloppe prévisionnelle.

Elle peut également, conformément à la réglementation en vigueur, déclarer la procédure infructueuse ou la suspendre à tout moment pour des motifs d'intérêt public dûment justifiés, sans que les soumissionnaires puissent prétendre à une quelconque indemnisation.

16. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée de **trente (30) jours** à compter de la date limite de dépôt des offres fixée dans le présent Dossier d'Appel d'Offres.

Cette période peut être exceptionnellement prorogée à la demande de l'Autorité Contractante, avec l'accord écrit du soumissionnaire.

17. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Des renseignements complémentaires relatifs au présent Dossier d'Appel d'Offres peuvent être obtenus, aux heures ouvrables, auprès du Service des Marchés Publics du Ministère du Travail et de la Sécurité sociale (MINTSS), porte n° III, téléphone : **222 23 05 60**.

18. DENONCIATION, CORRUPTION ET MAUVAISES PRATIQUES

Toute tentative de corruption, de fraude ou toute autre pratique contraire aux règles de bonne gouvernance et de transparence dans la passation des marchés publics doit être signalée.

À cet effet, les soumissionnaires, prestataires ou toute personne concernée peuvent saisir les structures compétentes suivantes :

- La Commission Nationale Anti-Corruption (**CONAC**) au numéro vert **1517** ;
- L'Autorité chargée des Marchés Publics (**MINMAP**) par SMS ou appel aux numéros **(+237) 673 20 57 25** et **(+237) 699 37 07 48** ;
- L'Agence de Régulation des Marchés Publics (**ARMP**), conformément aux procédures en vigueur.

Toute dénonciation est traitée dans le respect de la confidentialité et des dispositions réglementaires applicables.

19. DISPOSITIONS FINALES

Toutes les dispositions non précisées dans le présent document sont régies par la réglementation en vigueur et le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Yaoundé, le 12 OCT 2026

Le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale



Grégoire OWONA

Copies:

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- Maître d'Ouvrage ou MOD concerné le cas échéant ;
- Président CPM concerné ;
- Présidents de CCEM, le cas échéant ;
- Affichage chrono.

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

Open National Invitation to Tender under Emergency Procedure No.
0 0 0 0 5 /ONIT/MINTSS/ICPM/2026 of 1 2 OCT 2026
for the production of a Social Security Review Report in Cameroon

1. SUBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

As part of the implementation of the National Development Strategy 2020-2030 (NDS30), which notably sets the objective of extending social protection coverage to 50% of the working population, Cameroon's social security system is facing several major challenges. These include the low coverage of workers in the informal sector, constraints relating to the financial sustainability of social security schemes, the strengthening of institutional governance, and the need to ensure compliance of the system with international norms and standards, particularly the requirements of the Inter-African Conference on Social Security (CIPRES).

In this context, it is essential to have a comprehensive, objective and forward-looking assessment of the national social security system in order to identify priority reforms likely to improve its performance, resilience and effectiveness.

To this end, the Minister of Labour and Social Security hereby launches an Open National Invitation to Tender for the recruitment of a consulting firm to conduct a review of the social security system in Cameroon.

2. SCOPE OF SERVICES

The services shall include, in particular, a comprehensive assessment of the social security system with a view to improving its performance, governance, coverage and financial sustainability, particularly with regard to the informal sector.

The services covered by this Contract shall consist in conducting an in-depth review of the Cameroonian social security system in order to assess its performance, effectiveness, governance, financial sustainability, level of modernization and ability to meet the social protection needs of the population, particularly those working in the informal sector.

The review shall make it possible to establish a comprehensive diagnosis of the current system, identify the main constraints limiting its development and performance, assess its level of compliance with international norms and standards, particularly those of the Inter-African Conference on Social Security (CIPRES), and formulate reform proposals aimed at strengthening its resilience, improving its governance and sustainably extending social protection coverage.

To this end, the Consultant shall, in particular:

- Analyse the legal, regulatory and institutional framework governing social security in Cameroon, assessing its coherence, relevance and adequacy in relation to the country's economic, social and demographic developments;
- Assess the institutional governance of the system, including steering, coordination, control, risk management and accountability mechanisms;

- Assess the financial and actuarial sustainability of the various social security schemes, analysing their medium- and long-term prospects;
- Analyse the actual level of social protection coverage of the various population groups, with particular emphasis on informal sector workers, self-employed workers and other insufficiently covered groups;
- Assess the quality, accessibility, effectiveness and promptness of the benefits and services provided to insured persons;
- Identify shortcomings, constraints, risks and dysfunctions likely to undermine the performance and sustainability of the system;
- Analyse complementarities, overlaps and interactions between the various social protection mechanisms, including social security, voluntary insurance, mutual social protection schemes, supplementary schemes and other national social protection mechanisms;
- Assess the level of digitalization, modernization and interoperability of social security information systems and management processes;
- Propose strategic, institutional, legal, technical, financial and operational orientations aimed at modernizing the system, improving its governance, strengthening its financial sustainability and extending social protection coverage;
- Develop a roadmap accompanied by a prioritized action plan specifying priority reforms, implementation arrangements, institutional responsibilities, indicative timelines and key monitoring and evaluation indicators;
- Produce a consolidated final report incorporating all analyses, findings, recommendations and reform proposals formulated under the study.

3. LOTS / ALLOTMENT

The present Contract consists of a single and indivisible service. Consequently, the services covered by this Invitation to Tender shall not be divided into lots and shall be performed under a single Contract.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the services, established following preliminary studies, is **CFA francs 17,000,000 (seventeen million), inclusive of all taxes (VAT inclusive).**

5. ESTIMATED EXECUTION PERIOD

The maximum execution period set by the Project Owner for the implementation of the social security review in Cameroon, which is the subject of this Invitation to Tender, shall be **sixty (60) calendar days**. This period constitutes the contractual period granted to the Service Provider for the performance of all services provided for under this Tender Document, in accordance with its provisions and the Service Provider's technical and financial offer.

The execution period shall run from the date of notification of the Service Order prescribing the commencement of the services.

The Service Provider shall comply with this deadline and organize its interventions in such a way as to ensure completion and submission of all required deliverables within the contractual period of sixty (60) calendar days.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender shall be open, on equal terms, to consulting firms, study offices and other consulting structures duly established in Cameroon, with proven experience in the fields of

000005 "Open National Invitation to Tender under Emergency Procedure No. /DNIT/MINTSS/ICPM/2026 of 13 2 OCT 2026 for the production of a Social Security Review Report in Cameroon."

12. ADMISSIBILITY OF BIDS

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be submitted in original form or as certified true copies issued by the originating service or by any competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO). These documents must have been issued less than three (3) months prior to the deadline for submission of offers, or have been issued after the date of signature of the Notice of Invitation to Tender.

Any offer not containing all the required documents, in accordance with the requirements of the Tender Document, shall be declared inadmissible.

In particular, the absence or non-compliance of the bid security issued by a first-class bank or any other financial institution approved by the Minister in charge of Finance shall result in the outright rejection of the offer concerned.

13. OPENING OF BIDS

The opening of bids containing the administrative documents, technical offers and financial offers shall take place on 6 NOV 2026 at **2:00 p.m. sharp**, by the Internal Procurement Commission (CIPM) of the Ministry of Labour and Social Security, in the conference room of the said Ministry, Door No. 117. The opening session shall be public. Tenderers or their duly authorized representatives may attend.

In accordance with the regulations in force, the Commission reserves the right, where necessary, to request any additional document or the regularization of administrative documents within forty-eight (48) hours.

Upon expiry of this period, any offer that remains non-compliant or incomplete shall be declared inadmissible.

14. EVALUATION CRITERIA

14.1 Eliminary criteria

Offers shall be declared inadmissible and eliminated, without technical or financial evaluation, where they present one or more of the following deficiencies:

- Absence or non-compliance of the bid security at the opening of bids;
- Failure to submit, within forty-eight (48) hours after the opening of bids, an administrative document deemed non-compliant or missing, with the exception of the bid security;
- False declarations, fraudulent practices or submission of falsified documents;
- A technical score below the threshold of 70 points out of 100;
- Absence of the sworn declaration of non-abandonment of contracts during the previous three (3) years;
- Failure to comply with the format required for electronic tender submission files;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Absence of any of the components of the financial offer, namely the letter of submission, the Schedule of Unit Prices and the Bill of Quantities and Estimated Cost;
- Absence of the duly dated and signed Integrity Charter;
- Absence of the duly dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social requirements.

social security, social protection, public policy, institutional studies, actuarial studies or any other relevant discipline related to the subject matter of the Contract.

Tenderers shall meet the technical, professional, administrative and financial qualification requirements set out in this Tender Document.

7. FUNDING

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed from the operating budget of the Ministry of Labour and Social Security for the 2026 financial year, under budget line No. **60 40 420 0 3200002 10 70 361309**.

8. METHOD OF SUBMISSION

Offers under this Invitation to Tender shall be submitted exclusively by electronic means, in accordance with the regulations in force governing the digitalization of public procurement procedures.

The practical arrangements for the preparation, transmission, submission and admissibility of electronic offers are specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).

9. BID SECURITY

Each Tenderer shall attach to its offer a bid security, included in the administrative documents, in the amount of **CFA francs 340,000 (three hundred and forty thousand)**.

The bid security shall be issued by a first-class bank or any other financial institution approved by the Minister in charge of Finance and authorized to issue bid securities for public contracts.

The list of authorized institutions is contained in Document No. 14 of this Tender Document.

The bid security shall remain valid for **thirty (30) calendar days beyond the validity period of the offers**.

10. CONSULTATION AND ACQUISITION OF THE TENDER DOCUMENT

The Tender Document may be consulted free of charge upon publication of this Notice on the COLEPS platform, at **www.marchespublics.cm** and **www.publiccontracts.cm**, on the website of the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP) at **www.armp.cm**, or during working hours at the Public Procurement Service of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS), located at Door No. III, Tel.: **222 23 05 60**.

The Tender Document may be purchased from the Public Procurement Service of MINTSS upon presentation of a receipt evidencing payment into the Public Treasury of a non-refundable amount of **CFA francs 50,000 (fifty thousand)**, representing the cost of acquiring the Tender Document.

A copy of the payment receipt shall be submitted to the Public Procurement Service of MINTSS upon withdrawal of the Tender Document or, where applicable, in accordance with the procedures provided for electronic procurement procedures on the COLEPS platform.

11. SUBMISSION OF OFFERS

Each offer, drafted in French or English, shall be submitted exclusively by electronic means through the COLEPS platform, in accordance with the procedures set out in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO).

Offers shall be submitted no later than **3 NOV 2026** at **1:00 p.m. sharp (local time)**. Any submission made after this date and time shall be inadmissible.

The electronic offer shall bear the following wording:

14.2 Essential criteria

Technical offers shall be evaluated on the basis of the following essential criteria:

- General presentation of the offer, including readability, organization, binding, separation of documents by dividers of a colour distinct from white, and compliance with the required order of assembly;
- Minimum required financial capacity: **CFA francs 5,100,000 (five million one hundred thousand)**;
- References of the Tenderer in similar services: completion of at least one (1) comparable contract, supported by the first and last pages of the contract and a certificate of satisfactory performance or a provisional or final acceptance report;
- Compliance with the execution period of sixty (60) calendar days, including the inception, diagnostic, consolidation and finalization phases;
- Qualification, experience and competence of the proposed experts;
- Availability of the equipment and technical resources necessary to carry out the assignment;
- Acceptance of the contractual conditions, evidenced by the signature, date and initials on each page of the CCAP and technical specifications, together with the words **"Read and approved."**

15. AWARD

The Letter-Order shall be awarded to the Tenderer whose offer is deemed substantially compliant with the requirements of the Tender Document, which meets the technical and financial capacities required to satisfactorily perform the services, and whose offer has been evaluated as the lowest-priced offer, after taking into account, where applicable, any discounts offered.

The Contracting Authority reserves the right not to award the Letter-Order if no offer fully satisfies the qualification criteria, or if the offers received are deemed non-compliant, unacceptable or manifestly excessive in relation to the estimated budget.

It may also, in accordance with the regulations in force, declare the procurement procedure unsuccessful or suspend it at any time for duly justified reasons of public interest, without the Tenderers being entitled to any compensation.

16. VALIDITY PERIOD OF OFFERS

Tenderers shall remain bound by their offers for a period of **thirty (30) days** from the deadline for submission of offers specified in this Tender Document.

This period may exceptionally be extended at the request of the Contracting Authority, subject to the written agreement of the Tenderer.

17. ADDITIONAL INFORMATION

Additional information relating to this Tender Document may be obtained during working hours from the Public Procurement Service of the Ministry of Labour and Social Security (MINTSS), Door No. III, Tel.: **222 23 05 60**.

18. REPORTING, CORRUPTION AND MALPRACTICES

Any attempt at corruption, fraud or any other practice contrary to the principles of good governance and transparency in public procurement shall be reported.

To this end, Tenderers, Service Providers or any other concerned person may contact the following competent bodies:

- The National Anti-Corruption Commission (CONAC), through the toll-free number **1517**;

- The Authority in charge of Public Procurement (MINMAP), by SMS or téléphone at **(+237) 673 20 57 25** and **(+237) 699 37 07 48**;
- The Public Procurement Regulatory Agency (ARMP), in accordance with the procedures in force.

All reports shall be handled in accordance with the principle of confidentiality and the applicable regulatory provisions.

19. FINAL PROVISIONS

All provisions not expressly specified in this document shall be governed by the regulations in force and the Special Regulations of the Invitation to Tender.

Yaoundé, on **12 OCT 2026**
The Minister of Labour and Social Security



Grégoire OWONA

Copies:

- MINMAP
- ARMP (for publication and archiving)
- Project Owner or DPD concerned, as appropriate;
- Chairperson of the Tenders Board concerned;
- Chairpersons of the CCCB, where necessary;
- Notice Board/File.